



ARRETE MUNICIPAL n°2023-17
Portant renouvellement d'une concession
dans le cimetière communal
Concession MITHIEU

Le Maire de la Commune de Grésy-sur-Aix,

Vu, le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2212-1 et 2, L2213-8 à L.2213-10, L.2223-13 à L.2223-18, R.2223-10 à R.2223-23,

Vu, la délibération du conseil municipal n°2021-052 du 02 juillet 2021 fixant les tarifs des renouvellements des concessions des cimetières municipaux de Grésy-sur-Aix pour l'année 2022,

Vu la demande de renouvellement formulée le 24 janvier 2023 par Monsieur Jean-Marie COUTAZ domicilié 182 chemin de Renandieu à Grésy-sur-Aix,

Considérant qu'il est nécessaire de réglementer le renouvellement des concessions dans le cimetière communal.

Considérant que la concession n°22-G (3 places) délivrée le 08 mars 1991 pour une durée de 30 (trente) ans à Madame Janine COUTAZ, concessionnaire originel est arrivée à échéance.

ARRETE

Article 1 La concession identifiée ci-dessus est renouvelée pour une période de 15 (quinze) ans à compter du 08 mars 2021.

Article 2 : Le renouvellement par l'ayant droit sus-désigné est effectué pour l'ensemble des successeurs du concessionnaire originel.

Article 3 : Le renouvellement est accordé moyennant la somme de 500 (cinq cent) euros qui a été versé dans le caisse du percepteur municipal réparti comme suit :

- 333.33 € (trois cent trente-trois euros et trente-quatre centimes) pour la part commune suivant quittance n°.....31.....du02/02/2023
- 166.67 € (cent soixante-six euros et soixante-six centimes) pour la part CCAS suivant quittance n°.....12.....du.....02/02/2023

Article 4 : un exemplaire du présent arrêté sera adressé aux bénéficiaires de la concession ainsi qu'au comptable public de la trésorerie d'Aix-les-Bains.

Article 5 : Ampliation est faite à :

- Monsieur le Maire de Grésy-sur-Aix
- Monsieur le Comptable public de la trésorerie d'Aix-les-Bains
- Monsieur Jean-Marie COUTAZ

Fait à Grésy-sur-Aix, le 24 janvier 2023

Pour le faire empêcher la
Le Maire, 1^{er} adjointe, *Colette PIGNIER*
Florian MAITRE



Affiché/publié le : *25/01/2023*
Notifié à l'intéressé le : *25/01/2023*
Certifié exécutoire le : *25/01/2023*

« En application des dispositions de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative, cet arrêté peut faire l'objet d'un recours en annulation devant le Tribunal Administratif de Grenoble dans un délai de deux mois à compter de à la plus tardive des dates suivantes : publication/notification, réception par le représentant de l'Etat. Le Tribunal Administratif de Grenoble pourra être saisi via le dépôt d'une requête sur le site www.telerecours.fr

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir soit :

- à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale,
- deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'autorité territoriale pendant ce délai.